


Déchets ou ressources ?

13 & 14 février 2014



**La réglementation applicable est-elle
cohérente avec les objectifs politiques
affichés en matière de gestion des déchets ?**

Carine Le Roy-Gleizes & Frédéric Scanvic
Avocats associés, Foley Hoag, Paris

- Principes juridiques :
 - Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets
 - Articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement
- Objectifs politiques :
 - En ce qui concerne les déchets : concept d'économie circulaire décliné dans la deuxième feuille de route pour la transition écologique de septembre 2013
 - En ce qui concerne les terres polluées excavées réutilisées hors site : Méthodologie nationale des sites et sols pollués définie dans la note ministérielle du 8 février 2007, Circulaire du 24 décembre 2010, Guide du BRGM d'avril 2012.
- Comment la réglementation existante répond ou pourrait répondre à ces objectifs politiques ?

- Etat de la réglementation :
 - Article 9 de la directive 2008/98/CE,
 - Article L. 541-10 du code de l'environnement.

- Enjeux : Augmenter la durabilité des produits, leur réutilisation, leur caractère réparable et leur recyclage.

Bilan :

- Excepté dans les filières concernées par la responsabilité élargie du producteur, l'écoconception ne fait actuellement pas l'objet de dispositions juridiques concrètes.
- Le projet de loi relatif à la consommation, déposé par Benoît Hamon, prévoit quelques dispositions en faveur de l'écoconception.

- Etat de la réglementation :
 - Article 4 de la directive 2008/98/CE,
 - Premier alinéa de l'article L.541-1 du code de l'environnement.

- Enjeu : Eviter le renouvellement accéléré de certains produits et limiter la consommation de ressources.

Bilan :

- A ce jour, rien dans la législation française n'interdit les pratiques consistant à accélérer l'obsolescence des produits.
- Le sénateur EELV Jean-Vincent Placé a déposé en mars 2013 une proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits.
- Le projet de loi relatif à la consommation, déposé par Benoît Hamon, prévoit quelques dispositions pour lutter contre l'obsolescence programmée.
- Le projet de plan national de prévention des déchets 2014-2020 propose également de lutter contre l'obsolescence programmée.

- Etat de la réglementation :

- Article 8 de la directive 2008/98/CE,
- Article L 541-10 du code de l'environnement.

- Enjeux :

- Transférer la responsabilité de certains flux de déchets des communes vers les producteurs,
- Favoriser l'écoconception,
- Développer le recyclage par le biais d'objectifs chiffrés à atteindre.

Bilan :

- En novembre 2013, seize filières de REP avaient été mises en place en France.
- Difficultés :
 - Organisation globale de ces filières,
 - Pilotage et gouvernance,
 - Règles de création,
 - Résultats obtenus.
- Le projet de plan national de prévention des déchets 2014-2020 prévoit de mobiliser les filières REP pour la prévention des déchets (écoconception, renforcement du rôle des éco-organismes...).

- Etat de la réglementation :
 - Article 6 de la directive 2008/98/CE
 - Article L.541-4-3 du code de l'environnement.
 - Décret n°2012-602 du 30 avril 2012

- Enjeu : Favoriser la réinsertion de produits dans le circuit de consommation.

Bilan :

- Le retour d'expérience assez bref permet néanmoins de s'interroger sur les spécifications techniques et juridiques applicables.
- Par exemple, l'utilisation de la norme NF EN Iso 9001 pour le système de gestion de qualité était contraignante pour les TPE et les PME dès lors que les exploitants devaient s'assurer que leurs ICPE répondaient à cette norme s'ils voulaient réaliser une opération de sortie du statut de déchet. (Annulation de l'arrêté ayant imposé cette norme par décision du Conseil d'Etat du 29 janvier 2014)
- En outre, il peut exister une divergence de législation entre deux Etats membres de l'Union européenne sur le statut d'une matière.

- Statut des terres polluées : déchets dès qu'elles sortent du site pollué
(Article L.541-4-1 du code de l'environnement lu a contrario, Méthodologie nationale des sites et sols pollués définie dans la note ministérielle du 8 février 2007, Circulaire du 24 décembre 2010, Guide de réutilisation hors site des terres excavées en technique routière et dans des projets d'aménagement, réalisé par le BRGM et paru en avril 2012).
- Enjeu : Valoriser les terres polluées excavées en les réutilisant hors site tout en préservant l'environnement et la santé publique.

Bilan :

■ Difficultés techniques:

- Procédure exigeante pour réutiliser hors site des terres excavées polluées ;
- Retour d'expérience attendu des professionnels des sites et sols pollués sur la méthodologie proposée par le guide du BRGM de 2012 : mise en place d'un groupe de travail technique : version 2 du guide intégrant ces modifications prévue pour fin 2014.

■ Difficultés juridiques:

- Insuffisance du cadre juridique entourant la valorisation des terres excavées polluées hors site ;
- Incertitudes sur la responsabilité des différents acteurs :
 - Modalités de contrôle non établies,
 - Chaîne de responsabilité non clarifiée.

- Il s'agit pour l'essentiel de la TGAP de la TEOM et, dans une moindre mesure, des « éco taxes » issues des REP.

- Le débat est celui du caractère suffisamment incitatif de ces taxes ou pseudo taxes pour :
 - Faire évoluer la gestion des déchets vers des modes plus respectueux de l'environnement et, notamment de diminuer le nombre de déchets éliminés,
 - Encourager la réduction et le tri des déchets des ménages,
 - Favoriser l'éco conception.



Merci pour votre attention.

Carine Le Roy-Gleizes

Associée

Foley Hoag AARPI

01 70 36 61 30

cleroygleizes@foleyhoag.com

Frédéric Scanvic

Associé

Foley Hoag AARPI

01 70 36 61 30

fscanvic@foleyhoag.com